

# ÉQUATEUR: QUAND LE JAGUAR PERD SES DENTS

IMAGE INTERNATIONALE ET  
CONTESTATIONS LOCALES  
DE LA « RÉVOLUTION CITOYENNE »



SUNNIVA LABARTHE \*

Il est devenu difficile de nier que la « marée rose » latino-américaine (la *Pink Tide*, comme l'appellent les observateurs anglo-saxons) est en pleine phase de reflux. Effondrement socio-économique vénézuélien, grave crise politique brésilienne, défaite électorale argentine, déboires plébiscitaires d'Evo Morales en Bolivie semblent signaler une fin de cycle politique qui coïncide avec le déclin économique du « boom des *commodities* ». D'aucuns à gauche mettent pourtant leur espoir dans un des derniers acteurs de cette vague « progressiste » qui paraisse résister à la débâcle : Rafael Correa. Le bilan de ce charismatique docteur en économie et fervent catholique, parvenu au pouvoir grâce à une alliance entre divers secteurs « progressistes » nationaux et s'inscrivant dans une dynamique « bolivarienne » censée réunir les régimes les plus « révolutionnaires » du continent, était encore présenté il y a peu comme relevant tout bonnement du « miracle ». Pourtant, au risque de désespérer les amateurs de modèles exotiques, il faut bien dire que la situation équatorienne, au bout de neuf ans de pouvoir corréiste, reflète elle aussi les limites d'un mode de gestion pas toujours cohérent de la rente pétrolière et d'autres ressources primaires (puisque l'économie équatorienne est certes plus diversifiée que celle du Venezuela) par un

---

\* DOCTORANTE EHES-CESPRA, SPÉCIALITÉ TERRITOIRES, ESPACES ET SOCIÉTÉS.

régime hyper présidentieliste non dénué de tentations autoritaires. Or, non seulement la « Révolution citoyenne », victime de la chute des prix du pétrole (aux effets aggravés en avril 2016 par un tremblement de terre de 7,8 sur l'échelle de Richter), est aujourd'hui entrée dans une phase sinon de déclin, au moins de graves difficultés accompagnées par une certaine perte de crédibilité interne, mais même les « acquis » engrangés lorsque la conjoncture économique et idéologique globale lui était plus favorable, quand on les examine de près, se voient entachés par les très sérieux problèmes politiques, techniques et légaux de la « gouvernance » corréiste.

L'Équateur est souvent décrit comme un « petit pays ». En réalité, caractérisé par une économie de rente moyenne élevée (selon la Banque mondiale), exportateur de matières premières et petite puissance touristique émergente, il compte tout de même autour de 16 millions d'habitants sur une superficie de 283 560 km<sup>2</sup> – soit au moins cinq millions d'habitants de plus et le double de la superficie de Cuba. Un des traits les plus saillants du pays est le fort clivage géographique qui a marqué historiquement sa culture politique. Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'élite économique y était implantée sur le littoral (la « Costa ») au climat tropical, sous l'égide d'une bourgeoisie commerciale d'obédience libérale liée à l'importance stratégique du port de Guayaquil, première ville du pays. Dans la « Sierra », à savoir la région andine, une aristocratie créole issue de dynasties de propriétaires terriens (le monde de l'*hacienda*) est encore surreprésentée au sein de la classe politique. Ce qui fait l'originalité des mandats successifs de Rafael Correa (élu en 2006, 2009 et 2013 et plébiscité en 2008 et 2011), c'est justement qu'ils ont commencé à éroder cette polarité socio-économique dans la mesure où l'essor politique de cet universitaire très enraciné dans l'univers des petites classes moyennes catholiques de Guayaquil a été surtout soutenu par la gauche intellectuelle quiténienne et qu'une fois au pouvoir, il a noué certaines de ses principales alliances stratégiques avec des secteurs économiques de la Sierra.

Tel que le décrit la journaliste Monica Almeida, son profil idéologique tient lui aussi du cocktail improbable : « L'Équateur de la "Révolution citoyenne" est gouverné par un économiste catholique et keynésien qui prétend promouvoir une transformation d'inspiration national-populaire et développementiste, inspirée tout autant par le dynamisme innovateur des économies de l'Est asiatique que par les grandes pages du progressisme et de l'anti-impérialisme

latino-américain »<sup>1</sup>. Il faut absolument tenir compte de ces nuances et de ces subtilités si l'on veut comprendre l'émergence et l'image de l'Équateur de Rafael Correa sur la scène internationale sans réduire son leader aux perceptions assez unilatérales qui l'enferment dans le rôle du typique dirigeant « révolutionnaire » latino-américain (tel qu'il est vu par la gauche) ou du typique « caudillo populiste » (tel que le dénonce la droite).

Au niveau rhétorique, dès son arrivée au pouvoir, Rafael Correa a fait clairement allégeance à ses prédécesseurs de la « vague rose » en revendiquant l'ascendance bolivarienne (l'Équateur est membre de l'Alba) ou, parfois – mais c'est de moins en moins vrai – l'étiquette assez vague de « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ». C'est manifestement l'influence d'Hugo Chávez et de sa fameuse émission télévisée hebdomadaire *Alo Presidente!* qui s'exprime dans le programme présidentiel analogue animé sur les chaînes publiques par Rafael Correa et connu populairement sous le nom de *Sabatina* (de *sabado*, samedi). Celui-ci se caractérise par sa posture didactique et paternaliste et par une relation de type émotionnel au « peuple » mise en scène au travers de crises de colère explosives, d'effusions de larmes, de traits d'humour, de chansons tirées de la liturgie révolutionnaire classique de l'Amérique latine des années 1960, mais aussi de réprimandes personnalisées à l'attention de ses subalternes directs et d'insultes calomnieuses ou de menaces plus ou moins directes à l'adresse de tout porteur d'une quelconque critique ou opposition déclarée. De même, l'interprétation comme « tentative de coup d'État » d'un conflit corporatif dans les rangs de la police nationale qui, le 30 septembre 2010, s'est envenimé au point de déboucher sur la séquestration improvisée du chef de l'État pendant quelques heures est une claire manœuvre d'appropriation symbolique du véritable coup d'État ayant eu lieu contre Chávez au Venezuela en 2002<sup>2</sup>. C'est d'ailleurs cet événement qui a servi de

<sup>1</sup> Mónica Almeida, « Estado, medios y censura soft. Una comparación transnacional y transideológica », *Nueva Sociedad*, n° 249, janvier-février 2014.

<sup>2</sup> Comme le soulignent nombre d'observateurs, contrairement à d'autres événements taxés de « coups d'État » en Amérique latine, cette mutinerie policière à caractère corporatif n'a été soutenue ni par l'armée, ni par l'Église, ni par les associations patronales, ni par le Parlement, ni par les principaux médias privés, ni par les principaux partis de droite, ni par le département d'État des États-Unis, bref, par aucune des institutions qui garantissent l'opérationnalité et le succès d'un coup d'État dans la région. Pour

prétexte à un certain durcissement du régime à l'encontre de toute forme possible de contestation ou d'opposition.

On sait que la version équatorienne de la « Révolution bolivarienne » a pris le nom de « Révolution citoyenne », formule qui a le double avantage de s'inscrire dans le discours très anti-partidocratie et même très antipartis du corréisme et de coïncider avec les initiales du leader. Elle s'est aussi inventé une profondeur historique et des racines censément ancestrales – dont l'authenticité est d'ailleurs contestée par nombre d'anthropologues connaisseurs des cultures andines – avec le concept plus emblématique que vraiment opératoire de *Sumak Kawsay* ou *Buen Vivir* en espagnol. L'analyse sociologique concrète amène à constater qu'au-delà de leur répétition de plus en plus routinière comme mantras propagandistes hypnotiques, ces termes ne sont pas vraiment le reflet d'une élaboration progressive et interactive au sein d'organisations sociales de base ayant un poids significatif. En revanche, ce qui différencie nettement le discours du corréisme de celui de ses alliés boliviariens, c'est l'insistance sur la rationalité technocratique, la production de connaissance et l'organisation méritocratique de l'enseignement et de la recherche. Malheureusement, on observe là aussi des résultats assez contrastés dans la pratique, avec le risque que certains projets pharaoniques, aujourd'hui gravement affectés par la crise mais aussi par des défauts de conception rédhitoire – sans parler des effets de la corruption –, se transforment en éléphants blancs ou en villages Potemkine d'une révolution éducative avortée<sup>3</sup>.

172

## Correa, champion de la renégociation de la dette ?

Il est impossible de faire un vrai bilan des politiques sociales de l'État équatorien sous les mandats de Rafael Correa sans tenir compte de l'importance et de la nature des principales ressources du pays. En l'occurrence, c'est la combinaison de ce que le régime présente comme une renégociation réussie de la dette – et dont nous allons voir le caractère problématique – et de l'explosion des

---

une analyse détaillée, voir Pablo Ospina Peralta, « Ecuador ¿intento de golpe o motín policial ? », *Nueva Sociedad*, n° 231, janvier-février 2011.

<sup>3</sup> Arturo Villavicencio, « Yachay, la costosa promesa redentora », *Plan V*, 25 mai 2016, < <http://www.planv.com.ec/investigacion/investigacion/yachay-la-costosa-promesa-redentora> >.

revenus pétroliers qui explique tout à la fois les bénéfices à court terme issus de la redistribution et l'incapacité à modifier sur le long terme les structures du développement à l'équatorienne.

Le PIB de l'Équateur a littéralement explosé au cours des quinze dernières années, passant de 28 milliards de dollars en 1998, avant la grave crise bancaire qu'a connue le pays en 1999-2000, à plus de 100 milliards en 2014. Quel usage a-t-il été fait, tant sur le plan qualitatif que quantitatif, de cette conjoncture économique liée entre autres à l'émergence de nouveaux mégamarchés de consommation dans le monde (Chine, etc.) ? Il est indéniable que la hausse des prix du pétrole et des matières premières, une réforme fiscale promouvant une plus grande progressivité de l'impôt et une gestion plus volontariste de l'économie ont favorisé l'augmentation générale des revenus, un renouvellement massif (bien que sans doute fragile dans la durée) des infrastructures et des investissements conséquents, au moins au niveau quantitatif, dans l'éducation et la santé publique. Reste qu'au terme de neuf ans de pouvoir et au vu des résultats concrets, on peut se poser des questions sur les modalités et l'efficacité réelles de la renégociation problématique de la dette publique en 2008, de la renationalisation passablement cosmétique de l'industrie pétrolière à partir de 2010 et des inaugurations à la chaîne de grands travaux, même si ces mesures répondaient à des nécessités<sup>4</sup>.

Même les observateurs critiques d'autres aspects de la gestion de Rafael Correa ont tendance à mettre en exergue comme point éminemment positif la renégociation de la dette publique par le gouvernement en 2008. Cependant, outre le fait que cette décision n'a pas été prise dans un moment qui le requérait spécifiquement – ni l'Équateur ni sa dette publique ne se trouvaient alors dans une situation particulièrement critique à l'égard des créiteurs internationaux –, elle laisse à désirer sous plusieurs aspects. En premier lieu, si le concept de « dette odieuse » et les

173

---

<sup>4</sup> Au niveau des infrastructures, une des mesures les plus vantées par le régime est la construction et la rénovation de nombreux axes routiers. On peut toutefois s'interroger sur le fait que, d'après les chiffres officiels du gouvernement lui-même, une route équatorienne sous Correa coûte en moyenne dix fois plus que dans l'Union européenne. Cf. « Pero tenemos carreteras... », *Plan V*, 20 janvier 2016, < <http://www.planv.com.ec/investigacion/investigacion/tenemos-carreteras> >.

préceptes d'organismes comme le CADTM<sup>5</sup> avaient été la raison primordiale et exclusive de cet acte emblématique, l'ensemble des emprunts publics et leurs responsables directs (qui, n'étant pas les fonctionnaires d'une dictature, ne pouvaient se décharger de cette responsabilité) auraient dû faire l'objet d'un audit exhaustif garantissant l'indépendance du processus vis-à-vis des intérêts immédiats du gouvernement en place. Quoi qu'on pense de leurs possibles biais idéologiques, les critiques formulées à ce sujet par les secteurs financiers et certaines institutions internationales ne sont pas sans intérêt lorsqu'elles plaident dans l'ensemble pour la « responsabilité » (la possibilité de se voir obligé à rendre des comptes) des parties dans la réalisation et l'accomplissement des accords régissant les dettes publiques. Ainsi, l'économiste américain d'origine uruguayenne Arturo C. Porzecanski, spécialiste de la question de la dette en Amérique latine, soutient qu'outre le fait d'avoir rejeté des accords « plutôt favorables » à l'Équateur (le plan Brady y aurait été plus « indulgent » que dans d'autres pays, selon lui), cette décision aurait constitué une prise de risque considérable et donc potentiellement coûteuse à long terme. Il souligne que les recommandations du rapport final publié en novembre 2008 ont délibérément laissé de côté une part considérable des bons de la dette (ceux qui avaient pour échéance 2015, à la différence de ceux de 2012 et 2030), pourtant tous aussi « odieux » si tant est qu'on leur applique les critères de la « Comisión de Auditoria Integral del Crédito Público » (CAICP)<sup>6</sup>. Ils agissent bien d'un argument recevable, puisqu'on constate que la dette publique équatorienne, qui était passée de 14 milliards à 10 milliards en 2009, s'élève en 2016 à plus de 35 milliards, obligeant le pays à emprunter de nouveau auprès des institutions financières internationales depuis 2015.

Par ailleurs, procédant d'un rachat massif après une dévaluation audacieuse déclenchée par la mise en défaut de paiement de la dette publique nationale sur les marchés boursiers, cette stratégie n'est en aucun cas une répudiation de son caractère « odieux » et ne crée donc pas de précédent en la matière. Sa logique de « coup » financier est donc bien plus proche de celle de Wall Street que de

<sup>5</sup>Le Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde est une organisation créée en 1990 à l'initiative de l'historien et politiste Éric Toussaint, également membre du Conseil scientifique d'Attac France.

<sup>6</sup>Le comité équatorien pour la « renégociation » auquel participait Éric Toussaint.

celle d'organisations qui contestent la dette, comme le CADTM ou Jubileo 2000.

C'est sans doute le caractère limité, utilitariste et opportuniste de cette supposée « répudiation spectaculaire d'une dette odieuse » par l'Équateur qui expliquerait qu'une procédure présentée comme exemplaire n'a jamais pu être répétée par d'autres gouvernements. Elle a de fait rapidement frustré l'intérêt suscité initialement par l'expérience équatorienne au sein de la gauche tunisienne et n'a pas réussi à convaincre des nations européennes qui comptent leurs dettes nationales en milliers de milliards, ce, malgré les conseils généreux répandus par Rafael Correa lors de conférences-fleuves dans des universités du monde entier.

### **Les réajustements de la technocratie pétrolière équatorienne**

Plus qu'une renationalisation de type « révolutionnaire », la politique pétrolière de Rafael Correa s'est d'abord traduite par une vague de renégociations massives des contrats pétroliers, parfois dans des conditions excessivement hâtives par rapport aux enjeux de ces contrats concernant jusqu'à plusieurs centaines de millions de dollars<sup>7</sup>. Elle a aussi été marquée par l'extension des concessions pétrolières à des compagnies étrangères et l'ouverture de nouveaux territoires à l'exploitation de mines à grande échelle, ainsi que des investissements colossaux de la part de l'État, toujours liés à des financements étrangers (conditionnés et coûteux). Ce qui a changé, c'est la gamme des partenaires commerciaux de l'Équateur dans ce domaine. Aux traditionnelles entreprises nord-américaines, espagnoles et françaises sont venues s'ajouter massivement les entreprises publiques du Venezuela, du Brésil et surtout de la Chine, dans des conditions qui alimentent parfois la dénonciation d'une « nouvelle dépendance ».

Le personnel d'encadrement du secteur pétrolier national, lui, semble ne pas avoir beaucoup changé. Les perspectives alléchantes

175

---

<sup>7</sup> D'après les analystes pétroliers et financiers s'exprimant dans la presse équatorienne, c'est une véritable épée de Damoclès financière qui est suspendue au-dessus des têtes des contribuables équatoriens depuis que leur gouvernement multiplie les bravades et les controverses plus ou moins bien gérées et justifiées à l'encontre de ses partenaires commerciaux et financiers, essentiellement dans les affaires l'opposant aux entreprises pétrolières Oxy, Perenco, Burlington et Murphy.

– du moins jusqu'en 2014 – du marché du brut ont donné carte blanche aux mêmes cadres qui avaient été formés depuis les années 1960 à l'école Texaco, Maxus, Oxy ou Repsol. Ce sont eux qui sont responsables de la dernière version de la loi sur les hydrocarbures, datée du 27 juillet 2010<sup>8</sup>, une réforme qui suscite bien des critiques tant du côté des compagnies pétrolières et de leurs alliés politiques que du côté de la gauche équatorienne non alignée sur le gouvernement. L'Assemblée nationale n'a pas disposé du temps réglementaire pour statuer sur cette loi et elle a finalement été adoptée de façon expéditive par décret, suite à l'insistance de Correa auprès du directeur du Registre officiel. Son caractère « progressiste » est pour le moins ambigu et controversé. D'un côté, elle déclare la caducité des contrats les plus iniques et la récupération par l'État de 99 % des « gains extraordinaires » (au lieu des 50 % antérieurs). Mais d'autre part, tout en approfondissant la centralisation étatique des bénéfices, elle maintient une forte flexibilité pour les employés des entreprises sous-traitantes du secteur et limite considérablement les possibilités d'organisation syndicale des travailleurs au sein des entreprises publiques. La complexité croissante et l'absence de transparence des montages opérationnels qui prévalent aujourd'hui en matière d'exploitation et de commercialisation du pétrole équatorien a de quoi déboussoler les observateurs en quête d'une politique énergétique « nationaliste ». Les concessions perpétuées ou initiées par la réforme pétrolière font toujours l'objet de contrats d'exploitation avec de multiples entreprises étrangères publiques ou privées, lesquelles font elles-mêmes appel à une multitude de prestataires de services parfois rémunérés en quantité de barils qu'ils sont à même de commercialiser à leur propre prix. Entre 2012 et 2014 le gouvernement a signé de nombreux contrats de services déléguant l'exploitation des joyaux de la couronne eux-mêmes (les champs pétroliers les plus productifs) aux compagnies étrangères Halliburton, Schlumberger, Tecpetrol, Sinopec et Sertecpet, ce, en anticipant des niveaux de prix exagérément optimistes. Depuis

<sup>8</sup> « Ley Reformatoria a la Ley de Hidrocarburos y a la Ley de Régimen Tributario Interno », *Registro Oficial*, n° 244, 27 juillet 2010, < [http://www4.eppetroecuador.ec/lotaip/pdfs/vigente/Ley\\_Reformatoria\\_Hidrocarburos.pdf](http://www4.eppetroecuador.ec/lotaip/pdfs/vigente/Ley_Reformatoria_Hidrocarburos.pdf) >. Pour une analyse critique, voir Wilton Guaranda, « La necesidad imperiosa de reformar una Ley Caduca: análisis sobre las reformas a la Ley de Hidrocarburos », INREDH, < [http://www.inredh.org/archivos/boletines/boletin\\_ley\\_hidrocarburos.pdf](http://www.inredh.org/archivos/boletines/boletin_ley_hidrocarburos.pdf) >.

la chute libre de ces prix à l'été 2014, l'impôt sur les bénéfices de ces entreprises a été réduit (de 38 % à 25 %) et, face aux difficultés de rentabiliser la production, l'annonce de la mise en vente de 70 stations-service appartenant à l'entreprise publique et de la baisse éventuelle de certaines subventions sur les combustibles sont autant de signaux d'un tournant austéritaire qui dément quelque peu le discours corréiste de rupture avec la *larga noche neoliberal* (la longue nuit néolibérale).

La fin des années de vaches grasses (huit années de prix atteignant un niveau historique sans précédent, à l'exception de l'année 2009) a fait office de puissant révélateur de la persistance de la dépendance de l'État par rapport au secteur extractif, du poids de la corruption – entre autres sous forme de surfacturations massives – et des conflits d'intérêts, et d'une dénationalisation rampante et déguisée à travers le labyrinthe des concessions et de la sous-traitance. Les conditions contractuelles établies avec les nouveaux partenaires dont les investissements ont été garantis en quantité de brut cédé à prix fixe sur des périodes longues semblent justifier en partie le discours de l'opposition de droite comme de gauche selon laquelle « le pays a été vendu aux Chinois ». Le cas du chantier pharaonique de la Raffinerie du Pacifique, dans la province de Manabi, qui se heurte à d'énormes difficultés de financement et de calendrier et a déjà englouti des milliards de dollars sans justification comptable transparente ni horizon d'achèvement bien défini, est particulièrement emblématique de la situation. Il est intéressant de noter que les problèmes de financement de ce projet sont devenus l'argument du gouvernement pour justifier son intention d'élever le plafond légal imposé à la dette publique et soutenir que, comparé aux économies européennes, l'Équateur a encore une marge d'endettement devant lui<sup>9</sup>. Le sens des priorités semble avoir changé de cap !

177

### **Des « pétropolitiques sociales » en crise**

Dans les années 1970, le premier boom pétrolier équatorien avait déjà occasionné un développement massif des infrastructures. De même, dans les années précédant la « Révolution citoyenne »,

---

<sup>9</sup> Andrés Jaramillo, « Alexis Mera: “En los países desarrollados el techo de deuda pública es del 80 % o 90 %; nosotros somos austeros” », 26 juin 2016, <<http://www.lcomercio.com/actualidad/alexismera-deuda-credito-ecuador-refineria.html>>.

de nombreux procès commerciaux avaient déjà eu lieu devant des tribunaux d'arbitrage international et des entreprises chinoises avaient commencé à jeter leur dévolu sur les ressources équatoriennes. C'est la vitesse et l'ampleur prises par ces dynamiques sous les mandats de Rafael Correa qui marquent de ce point de vue une certaine nouveauté, par ailleurs liée à des dynamiques extractivistes globales qui n'ont au fond que très peu à voir avec les décisions d'un président, fût-il membre de l'Opep<sup>10</sup>.

Malgré quelques velléités discursives concernant le « changement de la matrice productive », la politique économique de la « Révolution citoyenne » n'a jamais vraiment cherché à rompre avec ces dynamiques extractivistes – tâche certes objectivement difficile – ni à diminuer sa dépendance à l'égard du pétrole par le biais d'une diversification industrielle ou d'autres alternatives. En se basant sur les données de la Banque centrale d'Équateur, Pablo Ospina alerte sur le fait qu'en 2007 les exportations de produits industrialisés représentaient encore 25 % du total et que leur part est passée à 22,7 % en 2010, puis à 16,5 % en 2014. La hausse des tarifs douaniers sur les importations décidée par le gouvernement en mars 2015 fait l'effet d'un aveu : jusqu'à l'effondrement des cours mondiaux du pétrole à partir de juin 2014, il n'y a pas eu d'effort structurel en matière de substitution des importations.

Le gouvernement défend son bilan en affirmant qu'il était normal et même inévitable que son objectif prioritaire ait été l'amélioration des conditions d'existence matérielle de la majorité à travers la maximisation des ressources de l'État provenant de l'exploitation pétrolière et minière. Or, les chiffres montrent que cet objectif n'a pas vraiment été atteint. Il apparaît clairement que la réduction de la pauvreté pendant la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle et un peu au-delà est avant tout un effet de rebond économique et tient surtout au fait qu'elle avait atteint des proportions extrêmes lors de la crise 1999-2000. Comme le signale le sociologue Luis Verdesoto, en s'appuyant sur les chiffres officiels de l'Institut national des statistiques équatoriennes (INEC), de 1999 à 2006, soit avant l'arrivée de Rafael Correa au pouvoir, l'extrême pauvreté a davantage baissé (de 7,26 %) qu'entre 2006 et 2014 (7,12 %). Par

<sup>10</sup> Ana Carolina González-Espinosa, « La gauche et la continuité du projet extractiviste. Bolivie, Équateur, Venezuela », in Olivier Dabène (dir.), *La Gauche en Amérique latine, 1998-2012*, Presses de Sciences Po, Paris, 2012.

ailleurs, les chiffres de la pauvreté recommencent à stagner depuis 2011. L'explosion des dépenses publiques – passées de 21 % à 44 % du PIB entre 2006 et 2013 – ne semble donc pas avoir eu l'impact escompté sur la réduction de la pauvreté. L'obligation inscrite dans la Constitution de 2008 de voir augmenter le budget de la santé à hauteur de 0,5 % du PIB tous les ans n'a jamais été mise en œuvre : il représentait 1,4 % du PIB en 2009, il est de 2,1 % en 2014. Enfin malgré de bonnes dispositions initiales, la part de l'impôt direct et progressif, à savoir l'impôt sur le revenu, a recommencé à diminuer ; après avoir atteint son point le plus haut en 2008 avec 48 % de l'imposition totale, elle stagne à 38 % depuis 2009, tandis que le gouvernement a pris prétexte des effets du tremblement de terre d'avril 2016 pour augmenter considérablement la TVA, un impôt comme on sait particulièrement injuste et régressif<sup>11</sup>.

## Les origines de la contestation

Un des grands paradoxes du gouvernement de la « Révolution citoyenne », c'est que ce régime, qui semblait initialement s'inspirer des grandes revendications des mouvements sociaux antinolibéraux des années 1990 et 2000, est, de l'avis aujourd'hui majoritaire de l'intelligentsia de gauche et des activistes sociaux équatoriens, celui qui a exercé le plus grand harcèlement médiatique et administratif et la plus forte répression judiciaire et policière contre les mouvements indigène, étudiant, féministe et écologiste, lesquels avaient pourtant fait partie de la coalition qui l'avait porté au pouvoir. Qu'il s'agisse de problématiques comme celle de l'accès aux terres et à l'eau, de la protection de l'environnement, du droit du travail, du droit des femmes, de l'autonomie des organisations populaires, de l'indépendance de la justice, des libertés publiques ou de la liberté d'expression, la régression est notable, bien qu'à des degrés différenciés, et faiblement compensée par des éléments de législation sociale plutôt positive comme par exemple celle du travail des employés domestiques. Il est ainsi souvent affirmé, non sans

179

---

<sup>11</sup> L'ensemble de ces données provient des statistiques de la Banque centrale équatorienne mobilisées par Pablo Ospina Peralta in « Crisis y tendencias económicas en el Ecuador de Rafael Correa », *Informe de coyuntura*, Comité Ecuménico de Proyectos, avril 2015, < [http://www.cepecuador.org/images/PDFs/coyuntura\\_abril\\_2015.pdf](http://www.cepecuador.org/images/PDFs/coyuntura_abril_2015.pdf) >.

raison si on en juge par les chiffres de la répression<sup>12</sup>, que l'Équateur n'a pas connu une telle vague de criminalisation des mouvements sociaux depuis l'ère de León Febres Cordero (1984-1988), mandataire ultra-autoritaire, ami de Ronald Reagan et porteur d'un agenda « anticommuniste » radical. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle une série d'intellectuels et d'opposants de gauche – dont certains anciens membres éminents des gouvernements de Rafael Correa – n'hésitent pas à parler d'une véritable « restauration conservatrice »<sup>13</sup>.

C'est dans le sillage du processus de l'Assemblée constituante – au cours duquel la tentation hyper présidentialiste du régime a commencé à se manifester au grand jour au fur et à mesure que le président et un cercle étroit de conseillers et collaborateurs proches s'efforçaient de canaliser étroitement la discussion et de couper court aux débats – que les secteurs sociaux les plus combatifs ont commencé à prendre leur distance. Pour la plupart d'entre eux, ainsi que pour les représentants politiques de la gauche indépendante, le point de non-retour a été atteint lors du référendum de mai 2011, étrange fourre-tout plébiscitaire à l'occasion duquel le peuple devait répondre à dix questions assez hétéroclites, la plus importante et la plus stratégique étant celle de l'indépendance de la justice. C'est dans ces circonstances que le chef de l'exécutif affirma sans sourciller, le 9 janvier 2011, lors de l'inauguration d'un hôpital à Guayaquil, que son intention était bien de « mettre les mains dans la justice ». Cette confusion intéressée des pouvoirs n'a cessé de manifester ses effets délétères dans le harcèlement judiciaire sans précédent exercé par un régime qui n'est pas avare de procès, exigeant de lourdes peines de prison et des sommes parfois multimillionnaires en dollars contre ses adversaires politiques, les activistes sociaux qui le contestent et les journalistes qui le critiquent ou même se contentent d'enquêter sur les dessous de ses politiques. Des procès

180

---

<sup>12</sup> D'après les statistiques fournies par la Fiscalía General del Estado (bureau du procureur général), il y a eu entre 2009 et 2013 entre 300 et 400 procès par an pour « délits contre la sécurité de l'État », constitués pour plus des deux tiers par des soi-disant « rébellions » et « attentats » contre des fonctionnaires publics. Cf. Programa andino de Derechos Humanos, *Informe Sobre Derechos Humanos, Ecuador 2009-2013*, Universidad Andina Simón Bolívar, Quito, 2014.

<sup>13</sup> Alberto Acosta *et al.*, *La restauración conservadora del correísmo*, Montecristi Vive, Quito, 2014.

dont on ne sera guère surpris d'apprendre que le gouvernement les gagne systématiquement.

Avant même que cette défection des principales organisations historiques du mouvement social équatorien, telle la CONAIE (Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur) ou les principaux syndicats ouvriers, se fasse irréversible – et que le gouvernement tente d'y remédier par la création d'organisations clones totalement asservies au pouvoir –, les obsessions disciplinaires du régime s'étaient manifestées dans des incidents dans lesquels la gauche n'avait voulu voir alors que des « dérapages » malheureux qui ne remettaient pas en cause sa dynamique progressiste. Ainsi, dès 2007, alors même que l'équipe gouvernementale fraîchement installée au pouvoir lançait à grand renfort de propagande divers projets et campagnes qui lui ont taillé une réputation internationale d'avant-garde de l'écologie politique, comme celles pour la protection du parc amazonien Yasuni<sup>14</sup>, la reconnaissance constitutionnelle des droits de la nature, l'appui aux « victimes de l'ère Texaco », etc., les autorités n'hésitaient pas à envoyer l'armée pour étouffer la première expression des revendications émanant des populations riveraines des installations pétrolières. Le 26 novembre 2007, les habitants de la commune amazonienne de Dayuma – dont une majorité de femmes – organisaient le blocage du principal axe pétrolier du pays, la via Auca, pour réclamer la ratification d'un accord signé deux ans

181

---

<sup>14</sup> Il s'agit d'une proposition concernant l'avenir du parc national Yasuni, lancée en 2007, qui avait pour objectif de récolter des fonds internationaux à hauteur de la moitié de la valeur des réserves pétrolières découvertes en 2001 sous les trois puits d'exploration Ishpingo, Tiputini et Tambococha. Au nom de la dette écologique et afin de protéger des groupes en isolement volontaire et les écosystèmes exceptionnels de cette partie de l'Amazonie équatorienne, la valeur de la sauvegarde d'un parc – par ailleurs exploité à d'autres endroits depuis le début des années 1980 – a été mise en équivalence avec ce que valaient sur les marchés les millions de barils potentiels que recélait le sous-sol de la réserve. Le manque de collégialité dans la gestion du fonds, le peu de garanties (de non-exploitation future) offertes par l'équipe gouvernementale en charge de l'initiative et le manque total d'ancrage local sont autant de raisons de l'échec du projet à convaincre des donateurs. Au niveau national, l'exécution du plan B (exploiter « proprement »), annoncée en 2013, a été justifiée par le pouvoir en fustigeant le manque de solidarité écologiste des pays du Nord et les besoins de la modernisation de l'Équateur. Après avoir été la bannière environnementaliste du corréisme, le projet est devenu un point focal des critiques acerbes qui lui sont adressées depuis la gauche de l'échiquier politique équatorien. Voir à ce sujet Sunniva Labarthe, « Le projet Yasuni-ITT peut-il encore atterrir au niveau local ? », *Mouvements*, n° 76, 2013/4, p. 176.

auparavant et concernant diverses compensations contractuelles en contrepartie des nuisances occasionnées sur son territoire par les activités de la compagnie pétrolière nationale. Ils furent violemment réprimés par les forces de l'ordre, tandis que la préfète élue de la province d'Orellana, Guadalupe Llori, appartenant au parti Pachakutik (expression du mouvement indigène et alors membre de la coalition gouvernementale), était accusée de soutenir des activités de « sabotage », voire de « terrorisme », arrêtée et incarcérée pendant neuf mois – ce qui ne l'empêchera pas d'être réélue en 2009, puis de nouveau en 2014, et de rester un pilier de l'opposition de la gauche amazonienne à Rafael Correa. Dayuma, entourée de près de 47 puits pétroliers stratégiques, avait déjà connu onze mobilisations de ce type pendant les neuf années précédentes, mais aucune n'a laissé de cicatrices aussi importante dans la mémoire de ses habitants que la répression directement orchestrée par Correa, qui en a fait en outre publiquement un conflit personnel. Alors considéré par beaucoup comme un incident regrettable mais limité et excusable, le conflit de Dayuma est devenu le prototype de nombreuses disputes ultérieures<sup>15</sup> qui se sont soldées non seulement par des procès et de la prison ferme pour les activistes locaux, mais aussi par l'intervention directe et extrêmement agressive du président – celui-ci allant souvent jusqu'à exiger des protagonistes de la contestation, outre les sanctions pénales, des excuses personnelles à son égard, jugeant la majesté de son autorité offensée par leur action.

## Les indigènes se rebellent

Malgré un déclin certain par rapport aux années 1990, les organisations indigènes demeurent le principal mouvement social du pays et continuent d'être une référence centrale et un allié de poids pour d'autres mouvements, en particulier les écologistes et les féministes. C'est notamment la loi encadrant l'industrie

---

<sup>15</sup> Mentionnons entre autres les conflits d'Intag (arrestation de Javier Ramírez en avril 2014), de Saraguro (26 personnes arrêtées en août 2015), de Nankintz (évacuation *manu militari* de la communauté résistant à un projet minier en août 2016), etc., mettant tous en jeu les ressources naturelles et des populations indigènes ou paysannes. Plusieurs conflits en milieu urbain, impliquant en particulier des manifestants étudiants et collégiens, ont obéi à une dynamique de répression disproportionnée similaire (affaire de Luluncoto en mars 2012, harcèlement des « Yasunidos » à partir d'août 2013, collègue Mejía en septembre 2014, Central Técnico en février 2013 et collègue Montúfar en février 2016).

minière (2008), puis la « loi sur l'eau » (2012) qui ont motivé leur opposition déterminée au gouvernement de Rafael Correa. Les tentatives de division mises en œuvre par le gouvernement à travers la cooptation de certains leaders historiques et une série de politiques clientélistes localisées n'ont pas réussi à les neutraliser et les indigènes constituent depuis quelques années un des contingents les plus fournis des manifestations hostiles au régime dans la capitale. Le pouvoir a tenté de contrecarrer l'impact médiatique et politique de ces manifestations et d'en bloquer le parcours en convoquant sur la place du palais présidentiel des rassemblements de militants d'Alianza País<sup>16</sup> souvent transportés depuis la province et de fonctionnaires de la capitale mobilisés d'office. Cette stratégie a fini par s'épuiser au cours de l'année 2015, entre autres sous l'effet de l'enthousiasme militant décroissant de la base du régime. De même, la tentative de déloger de son siège national la CONAIE en janvier 2015 a plutôt eu tendance à renforcer le soutien apporté à cette organisation et à attirer l'attention des observateurs internationaux sur la situation précaire des mouvements sociaux locaux<sup>17</sup>.

Ces dernières années, on a également assisté à une escalade des conflits avec la nationalité shuar, qui refuse majoritairement le développement de l'industrie minière et pétrolière sur son territoire. Avec un cynisme impressionnant, l'État est allé jusqu'à tenter des procès en série pour « non-respect de l'environnement » à des familles indigènes vivant dans une pauvreté absolue, ce, afin de justifier leur expulsion dans le but de développer au même endroit de gigantesques projets de mines à ciel ouvert exploitées par des compagnies chinoises<sup>18</sup>. Les Shuar accusent le gouvernement et ses partenaires d'être les auteurs intellectuels de plusieurs assassinats d'activistes indigènes dans le cadre de ce conflit. Les deux cas les plus emblématiques sont ceux de Freddy Taish et José Tendetza, sur lesquels une investigation est toujours en cours.

183

<sup>16</sup> Nom du parti de Rafael Correa.

<sup>17</sup> Au moment de conclure cet article (fin septembre 2016), c'est le siège de la CONFENIAE, branche amazonienne de la CONAIE, qui vient d'être investi à Puyo (province de Pastaza) par près de 200 policiers pour en déloger les dirigeants élus et les remplacer par des autorités nommées par l'organisme de rang ministériel chargé entre autres d'« encadrer » les mouvements sociaux, le secrétariat national de Gestion de la politique.

<sup>18</sup> William Sacher, Alberto Acosta, *La minería a gran escala en el Ecuador*, Abya Yala, Quito, 2012; < <http://www.rosalux.org.ec/attachments/article/498/mineria-ec.pds> >.

## Écologistes, féministes et syndicalistes dans la mire

L'image de l'Équateur comme paradis environnemental et paragon de biodiversité a une longue histoire, depuis les voyages de Humboldt et de Darwin jusqu'à la découverte de l'existence de peuples indigènes en isolement volontaire, menacés par le front pétrolier dans les territoires reculés de l'Amazonie, en passant par le potentiel touristique des Galapagos et les diverses reformulations environnementalistes de la supposée sagesse ancestrale des cultures andines. Mais cette centralité de la discursivité écologique tient davantage à ces dimensions historiques et symboliques et à l'importance économique de ses ressources naturelles qu'à l'action concrète de sa classe politique en la matière. Le corrésisme n'échappe point à la règle de ce point de vue. Il est apparu assez rapidement que le « changement de matrice productive » prôné par le gouvernement ne prenait pas en compte les externalités écologiques et socioculturelles de l'exploitation agro-industrielle massive et intensive du territoire et des activités extractivistes en général. Dès décembre 2007, à l'occasion de l'affaire Dayuma, Rafael Correa déclarait publiquement que « [...] les écologistes sont des extorqueurs, ce ne sont pas les membres des communautés locales qui protestent mais un groupe de terroristes, les environnementalistes romantiques et la gauche infantile veulent déstabiliser le gouvernement [...]. C'en est fini de l'anarchie, toute personne s'opposant au développement du pays est un terroriste, ne vous laissez pas abuser, le gouvernement est en train d'enquêter sur qui se cache derrière tout ça »<sup>19</sup>. Depuis lors, les principaux représentants de la sensibilité écologiste au sein du gouvernement ont démissionné, l'initiative Yasuni-ITT a été mise au placard et ses défenseurs font l'objet d'un harcèlement administratif et médiatique virulent.

Le désenchantement des féministes, qui avaient cru voir en ce gouvernement une plateforme institutionnelle inédite pour leurs revendications, s'est manifesté plus tardivement mais non moins brutalement lors des discussions parlementaires sur le nouveau

<sup>19</sup> Déclaration de Rafael Correa sur une chaîne nationale, 1<sup>er</sup> décembre 2007 ; < <http://www.oilwatchsudamerica.org/Ecuador/ecuador-rafael-correa-insiste-en-que-quien-se-opone-a-las-actividades-pertenece-a-un.html> >.

code pénal et le statut du droit à l'avortement. Les députées d'Alianza País s'étant opposées aux restrictions des conditions déjà très limitées de l'avortement pour causes thérapeutiques ont été sanctionnées par la direction de leur mouvement et fustigées par Rafael Correa lui-même en des termes d'une arrogance machiste, qui sont malheureusement devenus un des aspects rhétoriques récurrents des discours du président équatorien, parfois à peine « dissimulés » sous les dehors de la plaisanterie un peu leste. Dans le sillage de ce tournant patriarcal affirmé, le premier mandataire s'est employé personnellement à bouleverser de fond en comble les axes du programme de planning familial du gouvernement (l'ENIPLA, rebaptisé significativement Plan Familia) et à faire remplacer ses animateurs progressistes et féministes par des personnalités proches de l'Opus Dei et des secteurs catholiques les plus conservateurs.

Les débats de l'Assemblée constituante sur les limites du « Mandat 8 », censé prohiber complètement toute forme de recours à la sous-traitance dans un secteur public qui accueille 80 % des travailleurs syndiqués (lesquels représenteraient selon les sources entre 2 % et 16 % du total des actifs), sont à l'origine du malaise croissant des grandes centrales syndicales indépendantes et/ou révolutionnaires (CEOSL, CEDOCUT, CTE, UGTE). À partir de juin 2008, leur exclusion de fait des débats sur la réforme d'un code du travail datant de 1938, les modalités des « contrats collectifs », mais surtout l'annulation par la loi organique du service public de 2010 du droit des fonctionnaires publics à la syndicalisation, les ont jetés dans l'opposition ouverte. Lorsque la cooptation ne s'est pas avérée suffisante pour étouffer les mécontentements, le gouvernement a créé des institutions parallèles (des « organisations de travailleurs » et non des syndicats à proprement parler) visant à les court-circuiter – au moins au niveau médiatique<sup>20</sup>.

Depuis la grève nationale de 2009, les autorités s'en prennent de manière particulièrement agressive à l'UNE (Union nationale des enseignants), accusant ses dirigeants de « sabotage et terrorisme », décrétant sa dissolution administrative et promouvant depuis 2015 un « Réseau des enseignants pour la révolution citoyenne ». Liée à une organisation d'origine maoïste, le MPD, l'UNE a longtemps

<sup>20</sup> S. Gonzalo Herrera, *Situación, estrategia y contexto de los sindicatos en el Ecuador*, CLACSO, 2015 ; < <http://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/becas/20150407122930/VFSindicatosEcuador.pdf> >.

eu mauvaise presse dans l'opinion en raison de ses pratiques corporatistes peu transparentes et autoritaires, mais le harcèlement brutal à son encontre est désormais perçu comme une manifestation supplémentaire de l'arbitraire du régime.

## Un déclin électoral marqué mais pas irréversible

La contestation s'exprime aussi bien entendu au niveau électoral. Elle s'est manifestée avec une vigueur particulière lors des élections locales (mairies et conseils provinciaux) du 23 février 2014, lorsque les partis de la droite et du centre ont récupéré du terrain en s'opposant à la gestion économique et à l'autoritarisme du gouvernement central, tandis que la gauche indépendante concentrait ses critiques sur les conséquences sociales, culturelles et environnementales de ces mêmes politiques économiques et dénonçait la répression.

Dix grandes villes tenues par Alianza País depuis 2009 (Quito, Cuenca, Ibarra, Latacunga, Ambato, Santa Elena, Santo Domingo, Babahoyo, Lago Agrio et Zamora) sont passées à l'opposition, et parmi les capitales des 24 provinces du pays, seulement quatre sont désormais contrôlées par le parti au pouvoir (Guaranda, Coca, Macas et Esmeraldas). À Guayaquil, capitale économique et plus grande ville du pays, le maire de droite, Jaime Nebot, a été réélu pour la sixième fois, même s'il a perdu du terrain. Dans la capitale, Quito, malgré un budget colossal et l'appui voyant du gouvernement à l'équipe du maire d'Alianza País, Augusto Barrera, celui-ci n'est pas parvenu à se faire réélire.

Au niveau des préfets (qui sont élus, en Équateur), les candidats du gouvernement ont perdu cinq réélections dans les provinces à forte population indigène de Bolivar, Cotopaxi, Imbabura et Loja et la province côtière d'El Oro. Dans les quatre provinces conquises par Alianza País (Napo en Amazonie, Manabí, Guayas et Santa Elena sur la côte), les candidats étaient des caciques locaux de mouvements populistes de droite récemment et opportunément ralliés au pouvoir après la réélection de Rafael Correa en 2013.

Il est particulièrement significatif que les trois préfets de la gauche d'opposition qui avaient été destitués de leur mandat – parfois *manu militari* – par le gouvernement aient tous été relégitimés dans les urnes. Les victoires, pour Pachakutik, de Guadalupe Llori dans la province d'Orellana, de Jorge Guamán dans celle du Cotopaxi (en remplacement de son camarade destitué César Umajinga) et, pour

le MPD, de Lucia Sosa dans la province d'Esmeraldas, représentent un véritable camouflet pour le pouvoir central.

La matrice productive concentrée sur l'exportation des matières premières agricoles et minières et des hydrocarbures rend très problématique la décentralisation effective de l'État, et ce, en premier lieu dans les régions pétrolières. Les trois provinces d'Amazonie qui fournissent le gros des ressources du pays (Sucumbios, Orellana et Pastaza) sont également celles qui présentent les taux de pauvreté les plus élevés et demeurent les plus exposées aux aléas de l'économie globale. Dans les provinces où s'affirment des préfets contestataires, le chantage au budget de la part de l'État central est monnaie courante. En conséquence, tous les préfets qui se sont prononcés contre l'exploitation minière à grande échelle prônée par le gouvernement ont obtenu de bien meilleurs scores en 2014 qu'en 2009<sup>21</sup>.

Dans une phase où se pose aujourd'hui la question de la succession de Rafael Correa et de la continuité de la « Révolution citoyenne »<sup>22</sup>, et malgré la pénurie budgétaire et la profonde crise de crédibilité qui l'affectent, le gouvernement a encore suffisamment de ressources pour tenter de se perpétuer au pouvoir dans une logique de « démocratie sous contrôle » et de verrouillage des institutions que d'aucuns comparent à celle qui a régi le long règne du PRI mexicain. Ce, d'autant plus que la droite est divisée et que la gauche alternative, relativement faible électoralement, a du mal à se mettre d'accord sur ses alliances et sa stratégie.

187

### **Conclusion : entre redistribution rentière et « restauration conservatrice »**

Il y a encore à peine trois ans, une partie des médias internationaux se faisaient l'écho de l'essor d'un nouveau « jaguar

---

<sup>21</sup> Pablo Ospina Peralta, « Radiografía de un remezón », *Informe de coyuntura*, Comité Ecuménico de Proyectos, mars 2014, < [http://www.cepecuador.org/images/PDFs/coyuntura\\_marzo\\_2014.pdf](http://www.cepecuador.org/images/PDFs/coyuntura_marzo_2014.pdf) >.

<sup>22</sup> Les élections présidentielles auront lieu en février 2017. Après avoir fait modifier la Constitution en décembre 2015 pour rendre possible sa réélection indéfinie, Rafael Correa a laissé à dessein planer le doute pendant plusieurs mois sur son intention déclarée de ne pas se représenter, avant de finalement choisir comme candidat officiel d'Alianza País l'ancien vice-président Lenin Moreno, flanqué de l'actuel vice-président Jorge Glas, deux hommes n'ayant strictement aucun lien historique ou organique avec la gauche équatorienne.

latino-américain », d'un modèle inédit qui – alors même que le « socialisme » pétrolier de la « Révolution bolivarienne » au Venezuela montrait des signes majeurs d'essoufflement bureaucratique et de grave impéritie gestionnaire – aurait pu concilier exploitation soutenable des ressources naturelles, justice sociale, participation démocratique et aspirations futuristes en matière de développement scientifique et technologique. Le fait que la métaphore du « jaguar » ait été opportunément mise en circulation par les officines de relations publiques du gouvernement équatorien lui-même aurait peut-être dû inciter les observateurs enthousiastes à se montrer plus prudents<sup>23</sup>. En Équateur même, le secrétariat à la Communication (Secom) et son impressionnante machine propagandiste continuaient – et continuent jusqu'à ce jour, malgré les signes de saturation de la société – à multiplier les auto-éloges à un « gouvernement qui est un exemple pour le monde », dirigé par le « mandataire le plus apprécié de la planète » et à décrire cette nation andine comme le « pays du bonheur ». Il faut noter que le gouvernement dispose d'une hégémonie massive en matière de médias audiovisuels et d'un arsenal de sanctions très « créatives » pour brider les velléités critiques de la presse écrite, ce qui amène à prendre avec une certaine ironie ses allégations selon lesquels il serait encerclé et harcelé par les médias<sup>24</sup>.

On l'a vu, la chute des prix du pétrole a servi de cruel révélateur des limites et des artifices de ce « modèle », mettant en cause l'indexation des mesures de redistribution (aux effets aujourd'hui grignotés par la crise) et de l'évolution des droits sociaux « par le haut » sur une politique extractive assez classique. Non seulement la diversification de l'économie n'a pas eu lieu, mais les quelques mécanismes prévisionnels destinés à absorber les chocs et à planifier l'avenir ont été démantelés sous prétexte d'urgence et de volontarisme redistributif. En outre, contrairement aux cas vénézuélien et bolivien, où l'on a assisté à un certain renouvellement des élites dirigeantes – pour le meilleur et pour le pire –, la classe

<sup>23</sup> Cf. « Like the "Asian Tigers," Ecuador is the "Jaguar of Latin America" », *Agencia Pública de Noticias del Ecuador y Sudamérica (Andes)*, 4 mars 2013, < <http://www.andes.info.ec/en/english/> "asian-tigers"-ecuador- "jaguar-latin-america".html > ; Fander Falconi, « Ecuador begins to roar », *The Guardian*, 7 avril 2013, < <https://www.theguardian.com/commentisfree/2013/apr/07/ecuador-begins-to-roar> >.

<sup>24</sup> Cf. Mónica Almeida, *art. cit.*

politique corréiste procède surtout d'un mélange de recyclage de vieux routiers de la scène politique et administrative et de cooptation de secteurs de classe moyenne émergents. La distanciation précoce et conflictuelle avec une bonne partie des activistes de la gauche équatorienne n'a pas arrangé les choses de ce point de vue.

Comme le signale le sociologue hispano-brésilien Decio Machado, qui a été conseiller du gouvernement équatorien jusqu'en 2011, « le fait est que la majorité des conseillers, ministres, sous-secrétaires, fonctionnaires divers et législateurs impliqués dans les différentes étapes de la gestion corréiste n'ont pas participé aux luttes sociales menées par le peuple équatorien au cours des trois dernières décennies et ne proviennent pas non plus de structures organisationnelles engagées sur le terrain social (du moins tant que l'on ne confond pas engagement social et scoutisme) »<sup>25</sup>.

Ce qui distingue le personnel de la « Révolution citoyenne » – au moins au niveau discursif – à la fois de ses alliés bolivariens au Venezuela et en Bolivie et des gouvernements équatoriens précédents, c'est l'affirmation franche et insistante d'un technocratisme méritocratique friand de nouvelles technologies, notamment d'information et de communication. Reste à savoir si ce « technocaudillisme », ou « technopopulisme », comme l'appellent certains analystes<sup>26</sup>, peut survivre à l'extrême personnalisation du pouvoir mise en œuvre par le régime et aux aléas de la popularité et de la crédibilité du *leader*.

Un corréisme sans Correa est-il viable ? Jusqu'à présent, la seule véritable et franche rupture effectuée par la « Révolution citoyenne » avec l'histoire politique équatorienne des trois dernières décennies semblait être paradoxalement sa notable stabilité. D'abord par sa continuité au pouvoir (9 ans sans interruption, par comparaison aux 10 années antérieures ponctuées de crises

<sup>25</sup> La mention du scoutisme est une allusion ironique à la trajectoire de Rafael Correa au sein du scoutisme catholique de Guayaquil. Plusieurs des membres de sa « garde rapprochée » au sein du gouvernement proviennent aussi de ces réseaux pas vraiment révolutionnaires ; Correa était par exemple le « chef scout » de l'actuel vice-président et candidat à la vice-présidence Jorge Glas. Cf. Decio Machado, « Ecuador y el ocaso de los dioses », *Rebelión*, 26 mai 2016, < <https://www.rebelion.org/noticias/2016/5/212661.pdf> >.

<sup>26</sup> Carlos De La Torre, « In the Name of the People: Democratization, Popular Organizations, and Populism in Venezuela, Bolivia, and Ecuador », *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, n° 95, 2013.

politiques permanentes et qui ont vu se succéder au pouvoir pas moins de 7 présidents), mais aussi par une certaine résistance aux chocs internes et externes due entre autres au poids symbolique et décisionnel de la figure du chef et à un contrôle beaucoup plus ferme des leviers du pouvoir. Cette revendication explicite de l'ordre et de la stabilité portée par l'ère Correa fait encore aujourd'hui partie de l'arsenal propagandiste du régime et continue à convaincre une partie importante de la population.

Comme le signale Pablo Stefanoni, au cours des deux dernières décennies, après une longue période de latence, une partie de la gauche européenne avait recommencé à explorer l'horizon de l'« extrême-Occident » latino-américain en quête d'idées neuves et de nouvelles inspirations, sinon de nouveaux modèles. La fin apparente d'un cycle progressiste qui avait vu une série de gouvernements s'autodésignant comme « populaires », chercher un point d'équilibre fragile et malaisé « entre les institutions et la rue » – au risque d'échouer sur les deux fronts – engendre donc un certain désarroi. On en est au point où, aujourd'hui, d'aucuns à gauche en Amérique latine mettent leurs espoirs dans l'émergence de nouvelles dynamiques politiques telles que celle de Podemos en Espagne. Il y a là bien entendu une certaine ironie dans la mesure où Podemos prétend – ou prétendait – s'inspirer explicitement des expériences progressistes latino-américaines, et en particulier du Venezuela, de la Bolivie et de l'Équateur – en en revendiquant même ouvertement la matrice « populiste »<sup>27</sup>.

Plutôt que de s'enfermer dans ce jeu de miroirs idéologique qui tend à se nourrir de *wishful thinking* réciproques, il est sans doute temps pour la gauche des deux côtés de l'Atlantique de mettre en œuvre une évaluation plus sobre, plus réaliste et mieux documentée des avancées et des limites de la « vague rose » latino-américaine. De ce point de vue, on peut dire que l'étude approfondie du cas

<sup>27</sup> Pablo Stefanoni, « La izquierda entre las calles y las instituciones », *La Nación*, 17 juillet 2016, < <http://www.lanacion.com.ar/1918803-la-izquierda-entre-las-calles-y-las-instituciones> >. Au sein de Podemos, c'est le politologue Íñigo Errejón qui a théorisé avec le plus d'insistance la discutabile légitimité stratégique de cette matrice populiste, en s'inspirant en particulier des travaux d'Ernesto Laclau (Cf. Íñigo Errejón et Chantal Mouffe, *Construir pueblo*, Icaria, Barcelone, 2015.) Notons que Laclau, devenu à la fin de sa vie le principal intellectuel organique du kirchnérisme, est aussi une référence centrale pour une série d'intellectuels équatoriens gravitant autour de Rafael Correa, entre autres au sein du secrétariat à la Planification (Senplades).

## ÉQUATEUR : QUAND LE JAGUAR PERD SES DENTS

équatorien offre une série d'éléments d'analyse d'autant plus instructifs qu'elle met à jour, outre les pièges du modèle rentier, le caractère paradoxal de la « Révolution citoyenne » : celui d'une expérience politique dont la parabole semble avoir *tout à la fois et dans un même cycle* embrassé les aspirations réformistes les plus avancées de la société équatorienne et secrété en son sein les tendances les plus régressives à la « restauration conservatrice ».

### **Résumé:**

La « Révolution citoyenne » proclamée par le président Rafael Correa en Équateur a bientôt dix ans. Hier encore saluée par d'aucuns comme un modèle – voire un « miracle » – qui aurait su concilier exploitation soutenable des ressources naturelles, justice sociale, participation démocratique et aspirations technofuturistes, elle se heurte aujourd'hui à de graves difficultés et de vives contestations. La chute du prix du pétrole a révélé les limites d'une gouvernance rentière et extractiviste assez classique. Le régime n'a obtenu que des résultats fragiles ou réversibles en matière de gestion de la dette, de politique pétrolière et de politique sociale, tandis que sa dérive autoritaire a retourné contre lui nombre de ses alliés progressistes initiaux. Le contexte de crise dans lequel s'inscrit la succession de Rafael Correa met à nu le paradoxe d'une expérience qui n'a semblé embrasser les aspirations les plus avancées de la société que pour finir par sécréter sa propre « restauration conservatrice ».

191